

Chambre de commerce régionale de Windsor-Essex

Le 12 décembre 2018

Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes
Chambre des communes
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Aux soins de : Christine Lafrance, greffière

Objet : Mémoire de la Chambre de commerce régionale de Windsor-Essex

Madame, Monsieur,

Nous vous présentons le point de vue de Windsor-Essex au sujet des mesures de soutien des PME qu'offre le gouvernement fédéral en matière de commerce international. Les commentaires exprimés dans les paragraphes suivants reflètent ce dont les principales associations et les principales communautés d'affaires de notre secteur nous font part.

La région de Windsor-Essex est située au cœur du plus riche marché de consommation du monde. En effet, plus de la moitié de la population nord-américaine y vit à moins d'une journée de route. Le 10^e marché des États-Unis en importance, l'agglomération de Detroit, est situé à moins d'un mille, de l'autre côté de la rivière Detroit. Le poste frontalier de Windsor-Detroit est le plus achalandé de la frontière canado-américaine : à peu près le tiers des marchandises qui traversent la frontière passent par ce point, pour une valeur moyenne de 500 millions de dollars par jour. Cette situation géographique unique fait de nous le centre névralgique des accords commerciaux, notamment de l'Accord États-Unis-Mexique-Canada, qui touche deux de nos principales industries : le secteur manufacturier et le secteur agrocommercial.

La région de Windsor-Essex peut se vanter de compter plus de 1 000 entreprises du secteur secondaire, qui font toutes partie d'une chaîne de valeur mondiale intégrée. Le secteur automobile y est très présent, notamment les fabricants de pièces d'origine (FCA et Ford) et plusieurs grands fournisseurs de premier rang (canadiens et étrangers). Trois des cinq grands fabricants de moules de l'Amérique du Nord ont leur siège social dans la région de Windsor-Essex. Le secteur de la fabrication d'outils, de matrices et de moules y emploie plus de 7 500 personnes, ce qui correspond à plus du tiers de la main-d'œuvre de ce secteur au Canada (20 000 employés en 2016).

L'Ontario compte plus de 2 900 acres de serres, dont environ 2 300 (c'est-à-dire 79 %) se trouvent dans la région de Windsor-Essex. Les exportations agricoles de l'Ontario aux États-Unis s'élevaient à 683,5 millions de dollars en 2016. En tout, de 70 à 80 % des produits de serre de l'Ontario sont exportés aux États-Unis. Ce secteur connaît une croissance exponentielle et fait l'objet de plans d'expansion qui s'étendent sur les 5 prochaines années.

Dans les prochains paragraphes, nous présentons les mesures que le gouvernement devrait prendre, selon nous, pour soutenir les PME dans le but de favoriser leur compétitivité à l'échelle

Chambre de commerce régionale de Windsor-Essex

mondiale ainsi que l'innovation, de leur faciliter l'accès aux nouveaux marchés et de créer un climat propice aux entreprises.

Avantage concurrentiel

Nous nous réjouissons des nouvelles règles d'amortissement accéléré des biens des fabricants, que mentionne l'Énoncé économique de l'automne 2018. Cette mesure permet aux entreprises de la région d'avoir accès à davantage de capitaux à réinvestir et, par le fait même, de stimuler l'économie. Elle contribue beaucoup à égaliser les chances des entreprises canadiennes par rapport aux entreprises des pays voisins qui sont en concurrence avec elles.

Le gouvernement favoriserait assurément la compétitivité des entreprises de la région en instaurant aussi un régime d'imposition plus avantageux pour les sociétés. Les fabricants voudraient que le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux réduisent graduellement le taux général d'imposition des sociétés afin de contrebalancer les récentes modifications du régime fiscal des États-Unis, qui atténuent l'avantage concurrentiel de 14 ou 15 % dont jouissaient les entreprises de la région il y a un an. On devrait avant tout accorder aux PME et aux fabricants un taux d'imposition favorable qui leur permette de disposer des ressources nécessaires pour prendre de l'expansion et faire de meilleures affaires au Canada. En améliorant leur capacité, on leur permettrait d'être en meilleure situation pour prendre de l'expansion à l'étranger.

Toutes les entreprises gagneraient à ce qu'on améliore le temps de traitement et d'approbation des demandes de participation aux programmes. Il faudrait que ce temps de traitement concorde avec la vitesse à laquelle se font les affaires dans les divers secteurs de l'industrie.

Soutien de l'innovation

Les PME gagneraient aussi à ce que les programmes d'aide soient structurés de façon à leur faciliter l'accès par des seuils inférieurs, des catégories plus inclusives et des conditions moins restrictives. La plupart des programmes sont structurés en fonction des grandes sociétés qui disposent des ressources nécessaires pour y participer. Les petites entreprises sont souvent disqualifiées du processus de demande en raison des seuils limités. Les changements qui viennent d'être apportés au Fonds stratégique pour l'innovation en sont un exemple : il s'agit d'occasions ratées en matière de recherche-développement et d'innovation. Il faut aussi qu'il y ait un équilibre, dans les critères des programmes d'aide, entre la création d'emplois et les investissements de capitaux.

Soutien de l'exportation

Pour que les secteurs manufacturier et agricole de la région puissent commercer, il faut qu'ils aient accès aux marchés. Le secteur de la fabrication de pièces pour véhicules automobiles exporte environ 80 % de ce qu'il produit. Le marché intérieur n'est donc pas un marché important pour ce secteur, qui compte beaucoup sur les pays membres de l'ALENA : les États-Unis et le Mexique. L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne ouvre certes de nouveaux marchés, mais on contribuerait à l'expansion de bien des

Chambre de commerce régionale de Windsor-Essex

entreprises manufacturières de la région en les aidant aussi à avoir accès à d'autres marchés développés et en aplanissant les obstacles commerciaux qui existent actuellement.

La création de programmes – structurés et à long terme – d'aide au développement de nouveaux marchés cadrerait avec la croissance du secteur agricole de la région et ses investissements stratégiques dans les marchés actuels et en émergence. Les obstacles non tarifaires nuisent souvent à l'expansion des marchés; les entreprises gagneraient à ce que le gouvernement les aide à s'y retrouver dans ces processus, car le cycle de développement des ventes et des affaires est souvent long.

Les PME nous disent qu'elles gagneraient beaucoup à ce que de la formation sur l'exportation leur soit offerte dans leur région. L'exportation est souvent une voie nouvelle pour les PME de tous les secteurs, qui manquent souvent d'expérience et de connaissance des normes culturelles, juridiques et commerciales à respecter dans les marchés mondiaux pour y avoir accès et y faire des affaires.

Bref, les PME cherchent des moyens de consolider leurs assises en matière d'exportation. Elles veulent être mieux en mesure d'exporter pour avoir accès à d'autres marchés et tirer profit des accords commerciaux avec d'autres pays.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, mes sincères salutations.

Le président-directeur général
de la Chambre de commerce régionale de Windsor-Essex,

Rakesh Naidu